

D 217 MEXIQUE: DECLARATIONS DU CONGRES DES AMERICANISTES
SUR LES INDIENS

Dans le cadre du mouvement de réveil indien qui se manifeste depuis quelques années sur le continent américain (cf documents DIAL D 154, 186, 195), les ethnologues, anthropologues et spécialistes des sciences sociales essayent de dégager pour leur part la signification de ce mouvement.

A l'issue du 41^e Congrès international des Américanistes qui s'est tenu à Mexico du 2 au 7 septembre 1974, plusieurs déclarations ont été rendues publiques. Voici le texte des deux plus significatives, mais aux approches idéologiques divergentes.

(Note DIAL)

1- RESOLUTION DU SYMPOSIUM "INDIGENISME ET COLONIALISME"

Considérant que tout individu a un droit inaliénable au respect de la vie et de la forme d'organisation collective qu'il a choisie; que le non respect de la vie est un homicide, dans le cas des personnes, et un génocide, dans le cas des groupes; et que le non respect de la forme d'organisation collective - la culture qu'elle comporte et la structure sociale qu'elle suppose - est un ethnocide;

Considérant que les groupes américains autochtones ont donné la preuve de leur capacité de résistance, de la cohérence et de la continuité de leur mémoire historique; et qu'ils représentent donc une force décisive opposée à l'impérialisme multidimensionnel;

Considérant que l'oppression culturelle et l'exploitation économique des groupes indigènes constituent les fondements de la société capitaliste dominante; que, pour cette raison, la libération définitive de l'indigène est partie intégrante d'un processus global de libération nationale des différents pays; et que, par conséquent, la forme la mieux appropriée d'organisation collective de ces ethnies à l'intérieur des contextes nationaux est, pour ces groupes humains, celle de l'autodétermination et de l'autogestion;

Nous exigeons que soient reconnus les droits et devoirs fondamentaux suivants:

- 1) Le droit à l'autodétermination, impliquant le rejet de toute dénomination colonialiste, péjorative et discriminatoire;
- 2) Le devoir impératif pour les gouvernements d'instaurer un système de registres civils tenus par les communautés autochtones;

- 3) Le droit à l'usage et à la revalorisation des langues indigènes sur le plan régional et national, ainsi que la possibilité d'usage de la langue officielle comme moyen de communication nationale et internationale;
- 4) Le droit au choix et à la détermination des programmes d'éducation, de leur contenu et de leur application;
- 5) Le droit à la reconnaissance des systèmes médicaux non occidentaux, à leur utilisation et à leur insertion dans l'organisation sociale de la médecine; ainsi que le rejet catégorique de toute planification autoritaire et dirigiste des naissances;
- 6) Le droit à l'exercice de la justice pour les délits civils, pénaux et économiques, dans le cadre d'une convention passée avec le système juridique national;
- 7) Le droit à la pensée théologique américaine et à l'expression religieuse propre, fondé sur la reconnaissance de systèmes éthiques spécifiques, ce qui implique de mettre fin à la traditionnelle "Amérique, terre de mission";
- 8) Le droit à l'autodétermination dans l'implantation stratégique des diverses formes d'organisation indigène: communautés locales, coopératives, syndicats, ligues, fédérations, confédérations et alliances avec les autres forces ou classes sociales opprimées. Ces groupements doivent bénéficier d'une pleine représentativité et d'une entière participation dans les structures institutionnelles de la nation, ainsi que dans les organisations typiquement indigènes au plan national et international;
- 9) Le droit à la revendication historique des terres et de leurs richesses naturelles, afin de mettre un terme au monopole terrien et aux plans d'expansion et de colonisation interne;
- 10) Le droit à la réalisation de congrès régionaux et continentaux sous la direction d'authentiques dirigeants et représentants des différentes ethnies, avec l'appui financier des organismes internationaux.

L'Afrique d'aujourd'hui, celle qui se définit comme l'Afrique de la décolonisation et de l'indépendance, est en réalité la démonstration de ce qu'est l'instauration d'une Afrique latine. En tous points semblable à ce qui fut déjà le cas en Amérique du Centre et du Sud, voici près de deux siècles, quand Bolivar favorisa la naissance et l'indépendance d'Etats de style occidental. Les Amériques du Centre et du Sud devinrent alors de plus en plus "l'Amérique latine". Il faut souhaiter qu'avorte l'Afrique latine, de même qu'il faut en finir une fois pour toutes avec l'Amérique latine, en rendant possible une Amérique fondamentalement INDIENNE: non pas certes une Amérique mono-indienne, mais l'Amérique de ses ethnies, une Amérique à nouveau vivante.

Le même problème se pose en Europe: il est mondial. C'est celui de la rupture nécessaire avec le mouvement de régression de civilisation dans lequel nous avons tous été pris, et dont nous sommes tous, qu'on le veuille ou non, le produit. Ce mouvement a déjà une longue histoire. Son origine se situe apparemment à l'Est de la Méditerranée, pour s'étendre d'abord à l'Europe puis, plus tard, à l'Afrique, à l'Asie et aux Amériques. Son vrai visage apparaît clairement aujourd'hui, au moment où la régression de civilisation semble avoir atteint son point culminant: c'est le visage du vide et de la mort.

Le peu qui survit des civilisations continue donc et continuera de combattre pendant qu'il est encore temps. Le peu qui nous reste d'espoir, d'élan et de vie cherche à s'affirmer pour que soient conclues de nouvelles et véritables alliances de l'homme avec l'homme, de l'homme avec le monde, et pour que naissent ou renaissent des civilisations authentiques et nombreuses.

Nous demandons

- 1) qu'un congrès soit organisé par les dirigeants et représentants des différentes ethnies des Amériques. Le financement de ce congrès devrait être international. Les représentants des civilisations indiennes devraient être choisis réellement par les communautés et non désignés arbitrairement de l'extérieur;
- 2) que le prochain congrès des Américanistes ait lieu en France pour commémorer le centenaire de la Société des Américanistes; que les congrès ultérieurs aient lieu en Amérique, en retenant spécialement les pays à plus forte proportion de population autochtone, ce qui rendrait possible la nécessaire présence des représentants des ethnies. Le financement de ces congrès devrait être en partie international.

2- DECLARATION SUR L'IDENTITE ETHNIQUE ET LA LIBERATION INDIGENE

Réunis à Mexico à l'occasion du 41e Congrès international des Américanistes, nous, anthropologues du Groupe de La Barbade (1) et spécialistes en sciences sociales, nous estimons qu'il est utile de donner des éclaircissements sur un problème de portée théorique, qui traduit une certaine conception politique des luttes de libération des populations indigènes dans le cadre des projets de libération des peuples américains.

Nous réaffirmons à cette occasion la nécessité pour les spécialistes en sciences sociales de soutenir et de favoriser, par une participation réelle, les luttes pour la libération des ethnies opprimées.

On constate au plan continental un affermissement progressif de l'identité ethnique des groupes indigènes, qui se traduit dans la plupart des cas par l'apparition d'une conscience politique de leur insertion dans une société de classes. Mais ce rapport ethnique-classe n'est pas perçu, est minimisé ou bien déformé par de nombreux hommes de science et par l'ensemble des groupes politiques.

L'identité ethnique est historiquement antérieure à la formation et à la stratification des classes sociales; elle va bien au delà de leur disparition. Le pluralisme ethnique constitue donc un élément fondamental dans les alliances stratégiques pour les luttes de libération et pour l'élaboration de projets nationaux. Cela signifie que le pluralisme ethnique et la différenciation ethnique ne sont pas seulement un moyen en vue d'obtenir une transformation radicale, ou un simple fait conjoncturel dans un processus global. Ils constituent la base même de tout projet national qui tend à la suppression de la société de classes et

(1) En janvier 1971, une vingtaine d'anthropologues se réunissaient à La Barbade (Petites Antilles) pour étudier les situations indigènes Amérique du Sud. La rencontre s'était terminée par la "Déclaration de La Barbade" qui situe la problématique indigène dans le contexte d'une relation de colonialisme interne (N.d.T.)

à l'édification d'une nouvelle société pluraliste et autogestionnaire, et donc capable d'offrir une alternative historique de sociabilité humaine différente.

Ce choix ouvre sur une perspective de synthèse des différents apports de la civilisation américaine, en opposition aux horizons ethnocidaire, unilatéraux et finalement eurocentriques vécus par la plupart des acteurs de la société nationale.

Cela suppose qu'on accepte la dimension civilisatrice de chaque ethnie particulière et sa capacité à mettre en oeuvre une dynamique sociale de libération et de création. Il s'ensuit qu'il est inutile de vouloir incorporer ou intégrer les populations indigènes dans un schéma rigide de classes sans tenir compte de la dimension ethnique ou en la refusant; ce la aurait pour effet non seulement de mutiler la personnalité collective des groupes humains, mais aussi, dans le meilleur des cas, de conduire à un étatsisme dirigiste, vertical et sans participation, qui reproduirait des situations historiquement dépassées.

Malgré les limitations imposées par la répression, de nombreux groupes indigènes ont, à travers toute l'Amérique, donné naissance à de nouvelles formes d'organisation à caractère autogestionnaire de plus en plus prononcé, et cela par la mise en place de fédérations et de confédérations au plan régional et national. Celles-ci ont permis l'établissement d'alliances avec les classes et couches sociales opprimées, ce qui, en plus d'un renouveau de l'identité ethnique, représente une prise de conscience de la situation de classes.

Près de cinq siècles d'oppression apportent la preuve qu'en raison de leur spécificité même et de leur solidarité interne, les ethnies ont fondamentalement une vocation révolutionnaire et une réelle capacité de résistance à la conquête et à la colonisation; elles ont été et sont toujours l'élément dynamique, quand ce n'est pas d'avant-garde, dans les luttes pour la décolonisation interne et externe.

La libération nationale ne peut se ramener à la rupture des liens avec les centres hégémoniques extra-nationaux; elle doit se faire au sein même des sociétés nationales, puisqu'il existe une complémentarité nécessaire entre la libération nationale et celle des ethnies opprimées. Il en résulte une solidarité objective entre la lutte des pays du Tiers-monde et celle des nations indigènes américaines à l'intérieur de leurs frontières. La libération du Tiers-monde ne sera effective que grâce à la convergence des processus particuliers et du processus général.

L'autogestion des groupes indigènes ne signifie pas l'isolement ou une autosuffisance hypothétique; elle est au contraire l'utilisation par les ethnies de toutes les ressources et expériences de la société nationale afin de pouvoir solidairement et librement faire leur choix et déterminer leur ligne de conduite.

L'autogestion suppose donc la participation à un échelon supérieur et un rapport dialectique avec la société globale. La suppression des rapports unilatéraux et coercitifs laisse la place à une interaction équilibrée à mesure que se concrétisent le mouvement de décolonisation et la libération totale des peuples américains.

(Traduction DIAL)

--- Mexico, le 8 septembre 1974

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F (avion: tarif spécial)
Directeur de la Publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 217-4/4 Commission paritaire de Presse n° 56249